



Validé par CNS du 01/07/2022	OS 1.6 : Contribuer à la protection et restauration des écosystèmes aquatiques	Priorité 1
Version 1 – Juillet 2022		FEAMPA
Appels à projet d'ampleur nationale Guichet Bretagne		2021-2027

Table des matières

1 Références réglementaires	2
1.1 Références du règlement FEAMPA (RUE n° 2021/1139)	2
1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)	2
2 Objectif spécifique et type d'actions.....	3
2.1 Objectif spécifique	3
2.2 Type d'actions	4
3 Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations	4
3.1 Éligibilité géographique.....	4
3.2 Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires.....	4
3.3 Conditions d'éligibilité portant sur les projets	4
4 Critères de sélection.....	5
5 Modalités de financement	6
5.1 Modalités générales	6
5.2 Intensité d'aide publique	7
5.3 Taux de contribution	7
5.4 Montant de l'aide publique.....	7
6 Indicateur	7
7 Pilotage du type d'action	7
Annexe 1 - Organisations professionnelles ou interprofessionnelles (liste non fermée)	7
Annexe 2 - Organismes techniques et scientifiques (liste non fermée)	9
Annexe 3 - Organisations non gouvernementales et associations dont les actions sont liées au milieu marin ou à la pêche (liste non fermée).....	10
Annexe 4 - Echelle TRL	12
Annexe 5 - Exemple de grille de notation	13

1 Références réglementaires

1.1 Références du règlement FEAMPA (RUE n° 2021/1139)

Article 14

Objectifs spécifiques

1. Le soutien relevant du présent chapitre couvre les interventions qui contribuent à la réalisation des objectifs de la PCP énoncés à l'article 2 du règlement (UE) n° 1380/2013, en poursuivant un ou plusieurs des objectifs spécifiques suivants :

- a) renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental;
- b) améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO₂ en remplaçant ou modernisant les moteurs des navires de pêche;
- c) promouvoir l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche en cas d'arrêt définitif des activités de pêche et contribuer à un niveau de vie équitable en cas d'arrêt temporaire des activités de pêche;
- d) favoriser le contrôle et l'application efficaces de la réglementation relative à la pêche, y compris la lutte contre la pêche INN, ainsi que la fiabilité des données aux fins d'une prise de décision fondée sur les connaissances;
- e) promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques; et
- f) contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques.

2. Le soutien au titre du présent chapitre peut être accordé à la pêche dans les eaux intérieures dans les conditions prévues à l'article 16.

Article 25

1. Le FEAMPA peut soutenir des actions contribuant à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques, y compris dans les eaux intérieures. Le soutien visé au premier alinéa contribue à l'objectif spécifique visé à l'article 14, paragraphe 1, point f).

2. Le soutien visé au paragraphe 1 peut porter, entre autres, sur:

- a) des compensations versées aux pêcheurs pour la collecte passive en mer d'engins de pêche perdus ou de déchets sauvages dans le milieu marin;
- b) des investissements dans les ports ou d'autres infrastructures afin de fournir des installations de réception adéquates pour les engins de pêche perdus et les déchets sauvages dans le milieu marin collectés en mer;
- c) des actions pour réaliser ou maintenir un bon état écologique du milieu marin, comme prévu à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 2008/56/CE;
- d) la mise en œuvre de mesures de protection spatiales établies conformément à l'article 13, paragraphe 4, de la directive 2008/56/CE;
- e) la gestion, la restauration, la surveillance et le suivi des zones Natura 2000, compte tenu des cadres d'action prioritaire établis en vertu de l'article 8 de la directive 92/43/CEE;
- f) la protection des espèces en vertu des directives 92/43/CEE et 2009/147/CE, compte tenu des cadres d'action prioritaire établis en vertu de l'article 8 de la directive 92/43/CEE;
- g) la restauration des eaux intérieures conformément au programme de mesures établi en vertu de l'article 11 de la directive 2000/60/CE

1.2 Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Règlement (UE) n° 2021/1060 du parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus,

au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas

Règlement (UE) n° 2019/1241 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 relatif à la conservation des ressources halieutiques et à la protection des écosystèmes marins par des mesures techniques, modifiant les règlements (CE) n° 2019/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et les règlements (UE) n° 1380/2013, (UE) 2016/1139, (UE) 2018/973, (UE) 2019/472 et (UE) 2019/1022 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements (CE) n° 894/97, (CE) n° 850/98, (CE) n° 2549/2000, (CE) n° 254/2002, (CE) n° 812/2004 et (CE) n° 2187/2005 du Conseil

Règlement (UE) n°1380/2013 du parlement européen et du conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche

Règlement (CE) n° 734/2008 du Conseil du 15 juillet 2008 relatif à la protection des écosystèmes marins vulnérables de haute mer contre les effets néfastes de l'utilisation des engins de pêche de fond.

Directive 2008/56/CE du parlement européen et du conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive cadre « stratégie pour le milieu marin », DCSMM).

Directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (directive « habitats faune flore »).

Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (directive « oiseaux »).

Code l'environnement

Code rural et de la pêche maritime, livre IX

Arrêté du 1^{er} juillet 2011 modifié fixant la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection.

Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

2 Objectif spécifique et type d'actions

2.1 Objectif spécifique

1.6 Contribuer à la protection et restauration des écosystèmes aquatiques

Cet objectif spécifique doit permettre d'atteindre les objectifs de la réglementation européenne environnementale et celle de la pêche tels que le bon état écologique des écosystèmes marins. Le FEAMPA soutiendra les actions d'innovation pour limiter l'impact de la pêche sur les écosystèmes marins et le développement d'activités de pêche durable.

2.2 Type d'actions

Ce document concerne le guichet national du type d'actions « Recherche et innovation » de l'OS 1.6.

Ce type d'action fonctionnera par appels à projets. Ce document présente les conditions générales de sa mise en œuvre. Des conditions particulières pourront être définies dans les cahiers des charges des appels à projets.

3 **Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations**

3.1 Eligibilité géographique

Cette mesure est ouverte sur tout le territoire national (la métropole y compris les régions continentales et les régions ultrapériphériques).

3.2 Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires éligibles sont :

- Les organisations professionnelles ou interprofessionnelles de la pêche (liste non exhaustive en annexe 1) ;
- Les entreprises de pêche,
- Les établissements publics ou organismes scientifiques ou techniques ayant des missions de recherche, d'expertise ou d'appui aux politiques publiques sur le milieu marin (liste non exhaustive en annexe 2),
- Les pôles de compétitivité,
- Les organisations non gouvernementales dont les actions sont liées au milieu marin ou à la pêche (liste non exhaustive en annexe 3),
- Les gestionnaires d'aires marines protégées,
- Les entreprises dont l'activité est liée à la pêche professionnelle (notamment chantiers navals, architectes navals, équipementiers dont motoristes, cabinets de conception, ...), - Tout autre organisme ou entreprise dont la participation est pertinente pour le projet.

L'annexe 2 détaille les conditions de reconnaissance comme organisme technique ou scientifique.

Les annexes 1 à 3 ne sont pas exhaustives. Si le porteur de projet fait partie d'une des catégories précisées ci-dessus mais n'est pas listé dans les annexes 1 à 3, l'autorité de gestion peut rendre le bénéficiaire éligible après avis motivé du responsable de la mesure sur la base d'un argumentaire fourni par le porteur de projet pour justifier de son appartenance à l'une des catégories susmentionnées.

3.3 Conditions d'éligibilité portant sur les projets

Afin de répondre aux objectifs de l'objectif spécifique 1.6 (OS 1.6), les opérations qui pourront être soutenues sont les suivantes :

- Développement techniques d'équipements innovants qui améliorent la sélectivité, réduisent les captures non désirées, particulièrement pour les espèces soumises à l'obligation de débarquement et visées par l'article 15 du règlement (UE) n°1380/2013, ou limitent l'incidence des activités de pêche sur les écosystèmes marins (impact sur les fonds marins, captures accidentelles d'espèces protégées),

- Développement de pratiques de pêche innovantes qui améliorent la sélectivité, réduisent les captures non désirées ou limitent l'incidence des activités de pêche sur les écosystèmes marins.

Ne sont pas éligibles les actions d'amélioration des connaissances, sauf si elles sont directement liées et nécessaires au projet d'innovation (notamment calibrage ou mise au point de l'équipement et/ou de la pratique innovante ou en lien direct avec l'évaluation de l'efficacité de cet équipement et/ou de cette pratique).

Les projets ne font pas l'objet de financement relatif à la collecte de données (cf. OS1.1 partenariat scientifique-pêcheur).

Les projets relèvent de ce guichet national dans les cas de figure suivants :

- Le projet est porté par un chef de file de niveau national, y compris les établissements territorialisés de ces structures nationales, quel que soit le partenariat,
ou
- Le projet est localisé dans une région continentale ou porté par un chef de file situé dans une région continentale,
ou
- Le projet implique un consortium (le chef de file et ses partenaires) implantés dans au moins deux régions.

Ils relèvent des guichets régionaux (régions littorales) si aucune de ces conditions n'est remplie (partenariat exclusivement régional).

Le projet doit être mené en collaboration a minima avec :

- Un organisme scientifique ou technique (sauf si indication contraire dans un appel à projets),
- Un acteur professionnel (structure professionnelle ou interprofessionnelle de la pêche ou leur regroupement, entreprise de pêche).

La collaboration est définie par l'existence d'une convention de partenariat entre les différents partenaires du projet.

Un projet est éligible à l'OS 1.6 (conditions cumulatives) :

- S'il vise un ou les deux volets décrits ci-dessus,
- S'il présente un caractère innovant, ce critère d'éligibilité sera validé par les experts au moment de la procédure de sélection et se situe en fin de cycle innovation (mise sur le marché ou utilisation dans les 3 ans après la fin du projet). Le projet d'innovation doit ainsi revêtir un degré de maturité technologique suffisant qui lui permet de s'inscrire à partir du niveau 4 de l'échelle de degré de maturité technologique dite échelle TRL (Technology Readiness Level) (cf. annexe 4). Un projet qui comporte plusieurs niveaux de l'échelle TRL est éligible dès lors que la majorité du projet se situe sur les niveaux éligibles.
- S'il implique un nombre limité de navires de pêche (moins de 5% du nombre de navires de la flotte nationale ou moins de 5% du tonnage de la flotte nationale exprimé en tonnage brut et calculé au moment du dépôt du projet),
- Si la durée du projet est inférieure ou égale à 3 ans. Dans certains cas particuliers, les cahiers des charges des appels à projets pourront prévoir une durée allant jusqu'à 4 ans.

4 Critères de sélection

Les projets seront sélectionnés dans le cadre d'appels à projets, au moyen de critères de sélection portant à la fois sur les bénéficiaires et sur les projets. Les critères de sélection sont les suivants :

- Pertinence et étendue de l'innovation proposée,
- Qualité du partenariat,
- Cohérence du projet,
- Retombées prévisionnelles du projet sur les enjeux de transition écologique.

La sélection des projets sera effectuée au moyen de grilles de notation, qui seront élaborées dans le cadre des appels à projets. A titre d'information, un exemple de grille pondérée figure en annexe 5.

5 Modalités de financement

5.1 Modalités générales

Sont éligibles les types de dépenses suivantes :

- Dépenses d'investissement matériel (dépenses matérielles directes liées aux équipements (hors achat terrains, infrastructures, véhicules), prototypes, dépenses matérielles directes de consommables directement liés à l'opération) et immatériel. Les coûts des instruments et du matériel sont éligibles dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls sont éligibles les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis. Il est rappelé que conformément au décret d'éligibilité « *Les dépenses d'amortissement et l'achat du bien ne peuvent pas être financés de façon cumulative* »,
- Frais de personnel directement liés à l'opération : barème de coût unitaires basé sur les données réelles du bénéficiaire (cf. note sur les options à coûts simplifiés),
- Frais indirects : 15 % des frais de personnel directement liés à l'opération (cf. note sur les options à coûts simplifiés),
- Frais de mission directement liés à l'opération (restauration, déplacement, hébergement) : le taux applicable est de 6,3 % des dépenses de personnel (cf. note sur les options à coûts simplifiés),
- Prestation de service (études, expertise, prestations d'intérim, location et sous-traitance directement liées à l'opération, etc.) sur une base réelle.

En cas de mise à disposition, par une entreprise ou un organisme, de moyens pour la réalisation de tests en situation réelle :

- Les coûts éligibles relatifs à ces dépenses (base réelle) correspondent notamment, aux coûts de location des moyens des entreprises mobilisés pour le projet, ou à un contrat de sous-traitance etc.
- Les calculs de compensation pour perte de revenu ne sont pas retenus.

Dans le cas où l'entreprise bénéficiaire génère des recettes pendant l'expérimentation (ex : vente de produits de la pêche), ces dernières sont déduites des dépenses éligibles de l'opération

Dans le cas particulier de l'affrètement de navire : Dépenses directes liées à l'affrètement de navires selon un forfait justifié par le bénéficiaire :

- Si le bénéficiaire est propriétaire du navire : pour chaque mission en mer inscrite dans le projet, une copie certifiée de l'état des dépenses doit être présentée au service instructeur avec la ventilation détaillée des frais d'exploitation et le cas échéant, la manière dont ces frais ont été calculés, pour justifier du forfait journalier de coût des navires.
- Si le bénéficiaire affrète le navire : les règles relatives à la sous-traitance s'appliquent pour la justification des dépenses. Les pièces justificatives (contrats de sous-traitance, factures) indiquent la ventilation des postes de dépenses. Dans ce cas, les dépenses sont calculées aux frais réels.

Dépenses non éligibles :

- Dépenses mentionnées à l'article 13 du règlement FEAMPA ou du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027,
- L'acquisition de terrains et de biens immeubles,
- La construction de bâtiment,
- L'acquisition de véhicules d'exploitation routière (voiture, camion, fourgonnette...),
- Les coûts d'amortissement du matériel au-delà de la durée du projet (cas du matériel qui n'est pas utilisé pendant toute sa durée de vie dans le cadre du projet), □ Le matériel acquis en leasing, crédit-bail et assimilés.

5.2 Intensité d'aide publique

80 % du montant des dépenses éligibles (cf. ligne 10 de l'annexe III du Règlement FEAMPA « opérations bénéficiant d'un soutien au titre des articles 23 et 25 et de la priorité 4 »).

5.3 Taux de contribution

Le taux de contribution du FEAMPA représente 70 % de l'aide publique. Les 30% restants sont les « contreparties publiques ».

5.4 Montant de l'aide publique

Des planchers et plafonds d'aide publique pourront être définis dans les cahier des charges des appels à projets.

6 Indicateur

CR 10 : Actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons (nombre d'actions)

7 Pilotage du type d'action

Pilotes de la mesure innovation : Région Bretagne

Guichet Instructeur : Région Bretagne

Annexe 1 - Organisations professionnelles ou interprofessionnelles (liste non fermée)

- CNPMEM, CRPMEM et C(I)DPMEM
- Prud'homies de pêcheurs en Méditerranée
- Chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte
- Organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs
- Coopérative maritime, association de coopératives maritimes, coopération maritime
- Syndicats professionnels du secteur des pêches maritimes
- France Filière Pêche (FFP)

- Pôles de compétitivité en lien avec les technologies développées par le projet

Annexe 2 - Organismes techniques et scientifiques (liste non fermée)

Ces organismes doivent disposer de compétences techniques ou scientifiques leur permettant d'exercer des missions d'intérêt général dans les domaines techniques et scientifiques. Parmi ceux-ci, les organismes scientifiques ou techniques sous tutelle (les centres techniques nationaux ou régionaux, les unités de recherche des écoles nationales, des universités, les instituts techniques, les laboratoires publics) et les organismes scientifiques ou techniques travaillant directement avec l'Etat et les régions (représentation de l'Etat/régions, établissements publics au sein de leur Conseil d'administration ou de leur Conseil scientifique, conventions bilatérales).

Ces organismes doivent :

Soit

A. Être des établissements publics

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) :

- Centre national de la recherche scientifique (CNRS),
- Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE),
- Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA),
- Institut de recherche pour le développement (IRD),
- Muséum d'histoire naturelle,
- ...

Etablissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) :

- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD),
- Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER),
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME),
- Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM),
- ...

Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités, grands établissements, écoles normales supérieures, écoles d'ingénieur) :

Les établissements recensés sur le site du MESRI :

https://data.enseignementsup-recherche.gouv.fr/explore/dataset/fr-esr-principaux-etablissementsenseignementsuperieur/table/?disjunctive.type_d_etablissement&disjunctive.typologie_d_universites_et_assimiles

Etablissements publics à caractère administratif (EPA) :

- Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES),
- Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA),
- Office français de la biodiversité (OFB),
- Laboratoires publics,
- ...

Soit

B. Être reconnus officiellement par les pouvoirs publics (ex. le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) par l'obtention de l'un des différents labels suivants :

- la qualification nationale d'ITAI – Institut Technique Agro-industriel (par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation),

- le label C.R.T (Centre de Ressources Technologiques),
- le label d'Institut Carnot,
- cellule de diffusion technologique (CDT),
- plate-forme technologique (PFT),
- l'agrément, par le ministère chargé de la recherche ou par le ministère chargé de l'industrie, des organismes ou entreprises exécutant, pour des tiers, des opérations d'innovation et/ou des opérations de recherche et développement ouvrant droit au crédit d'impôt innovation et/ou au crédit d'impôt recherche.

Soit

C. Avoir pour objet statutaire une mission relevant de l'intérêt général (activité non lucrative, gestion désintéressée, intérêt collectif dépassant la structure ou adhésion ouverte) :

- soit dans les domaines techniques ou scientifiques,
- soit dans le transfert technologique ou d'innovation,
- soit dans l'application des résultats de la recherche publique au monde professionnel,

Et

- soit compter dans leur conseil d'administration ou dans leur conseil scientifique un ou plusieurs représentants :

a) de l'Etat, des régions et/ou des départements

b) ou d'établissements publics :

- à caractère industriel et commercial (par ex. Ifremer),
- à caractère scientifique et technologique (par ex. INRAE),
- à caractère scientifique, culturel et professionnel,
- à caractère administratif,
- soit disposer d'une convention bilatérale, *a minima* pour la durée du projet, avec :

a) l'Etat ou des régions et/ou des départements,

b) ou des établissements publics :

- à caractère industriel et commercial (par ex. Ifremer),
- à caractère scientifique et technologique (par ex. INRAE), - à caractère scientifique, culturel et professionnel, - à caractère administratif.

Soit

D. Etre un centre technique :

- Synergie Mer et Littoral (SMEL),
- Syndicat Mixte pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche des Pays de Loire (SMIDAP),
- L'Association du Grand Littoral Atlantique (Aglia),
- Le CEPRALMAR,
- La Cellule de Suivi du Littoral Normand (CSLN),
- Le Groupe d'Etudes des Milieux Estuariens et Littoraux (GEMEL), - Le Centre pour l'Aquaculture, la Pêche et l'Environnement (CAPENA),
-

Ces critères conduisant à l'établissement des listes d'organismes techniques ou scientifiques pourront être complétés par l'autorité de gestion notamment par demande motivée du service instructeur.

Annexe 3 - Organisations non gouvernementales et associations dont les actions sont liées au milieu marin ou à la pêche (liste non fermée)

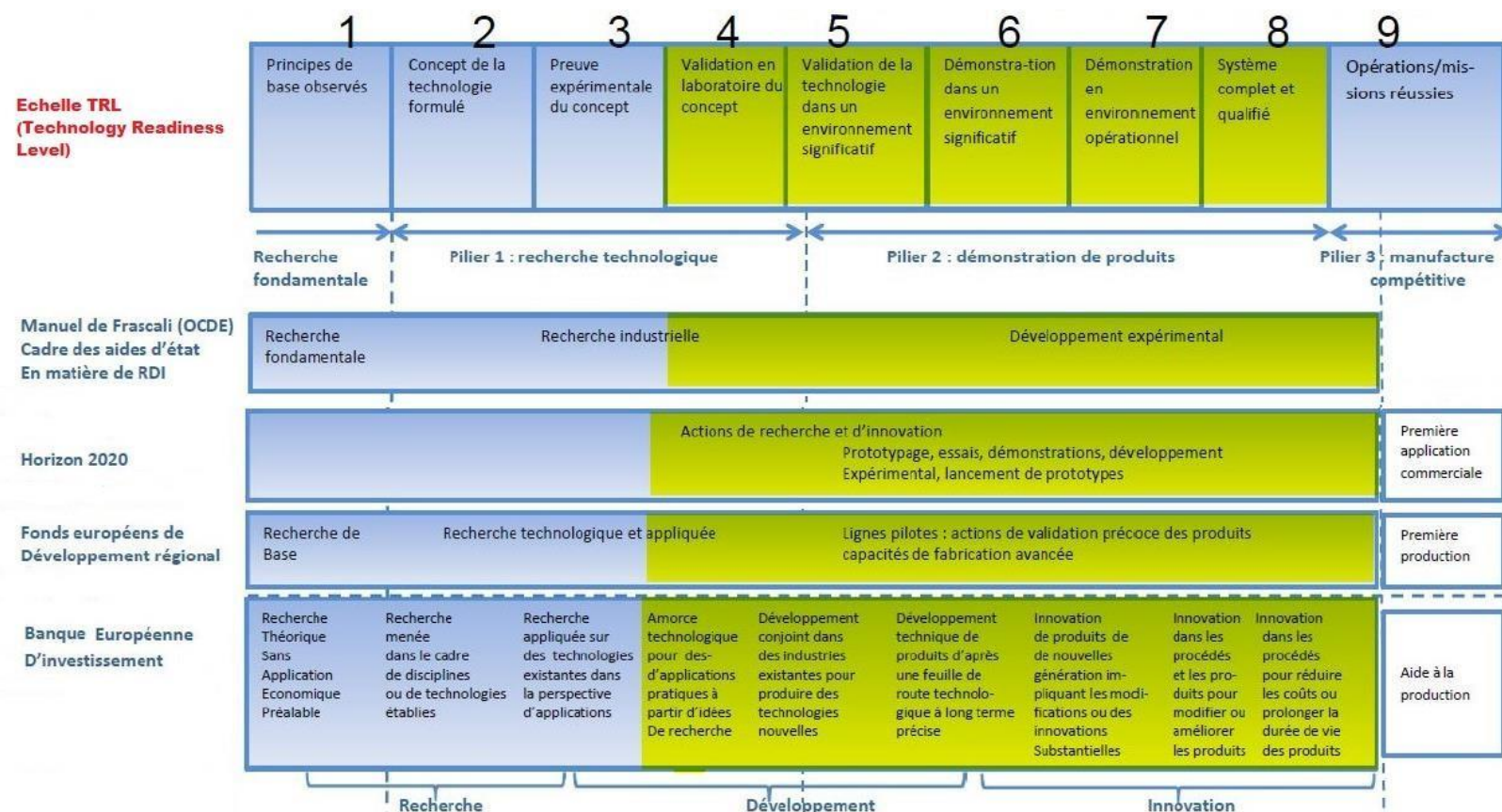
- Observatoires de la biodiversité
- WWF

- Greenpeace
- France Nature Environnement
- Oceana
- Surfrider
- Planète Mer
- Ligue pour la Protection des Oiseaux
- Bloom
- Blue Fish
- Association pour l'Etude et la Conservation des Sélaciens



Validé par CNS du 01/07/2022	OS 1.6 : Contribuer à la protection et restauration des écosystèmes aquatiques	Priorité 1
Version 1 – Juillet 2022		FEAMPA
Gestion nationale		2021-2027

Annexe 4 - Echelle TRL



Annexe 5 -

Exemple de grille de notation

Critères de sélection	Eléments analysés	Notes possibles		Maxi	
	Qualité du consortium (références, compétences, complémentarité des partenaires et robustesse économique du partenariat)	Insuffisante	0	10	20
		Moyenne	5		
		Bonne	10		

Qualité du partenariat	Niveau d'implication des partenaires dans le projet	Un ou plusieurs partenaires ont une implication faible dans le projet ou mettent à disposition des moyens insuffisants	0	10	
		Un ou plusieurs partenaires ont une implication moyenne dans le projet ou mettent à disposition des moyens limités	5		
		L'ensemble des partenaires sont impliqués concrètement dans le projet et les moyens mis à disposition sont satisfaisants	10		
Cohérence du projet	Labellisation du projet par un pôle de compétitivité	Non	0	10	20
		Oui	10		
	Pertinence des modalités de mise en œuvre du projet (adéquation entre les objectifs et la méthodologie déployée, périmètre géographique pertinent, efficacité des moyens de mise en réseau, organisation...)	Insuffisante	0	10	
		Moyenne	5		
		Bonne	10		
Pertinence et étendue de l'innovation proposée	Importance de l'innovation ou amélioration et qualité de l'argumentaire présentant l'innovation ou l'amélioration	Innovation ou amélioration faible ou évaluation insuffisamment argumentée	0	15	30
		Innovation ou amélioration sensible créant un besoin	10		
		Innovation ou amélioration sensible répondant à un besoin	15		
	Importance socio-économique du (ou des) métiers visés par l'innovation au regard du nombre de navires ou d'entreprises exerçant ce métiers par rapport au nombre total de navires ou d'entreprises de la façade	Proportion de navires ou d'entreprises exerçant le(s) métier(s) < 10 % du nombre total	0	15	
		Proportion entre 10 et 30 %	10		
		Proportion > 30 %	15		

Retombées prévisionnelles du projet sur les enjeux de transition écologique	Si l'innovation vise à améliorer la sélectivité vis-à-vis des espèces d'intérêt halieutique	La fraction rejetée par le (ou un des) métier(s) visé(s) par l'innovation est strictement inférieure à 10 % (cf. rapport Obsmer)	5	15	30
		La fraction rejetée par le (ou un des) métier(s) visé(s) par l'innovation est comprise entre 10 et 30 % (cf. rapport Obsmer)	10		
		La fraction rejetée par le (ou un des) métier(s) visé(s) par l'innovation est strictement supérieure à 30 % (cf. rapport Obsmer)	15		
	Autres innovations visant à réduire l'impact de la pêche sur les écosystèmes	L'innovation permet de réduire l'impact de la pêche sur des espèce(s) ou habitat(s) dont la protection fait l'objet d'une réglementation nationale ou communautaire	15	15	
		L'innovation permet de réduire l'impact de la pêche sur des espèce(s) ou habitat(s) dont la protection ne fait pas l'objet d'une réglementation nationale ou communautaire	10		
		Autre innovation	5		
				TOTAL	